

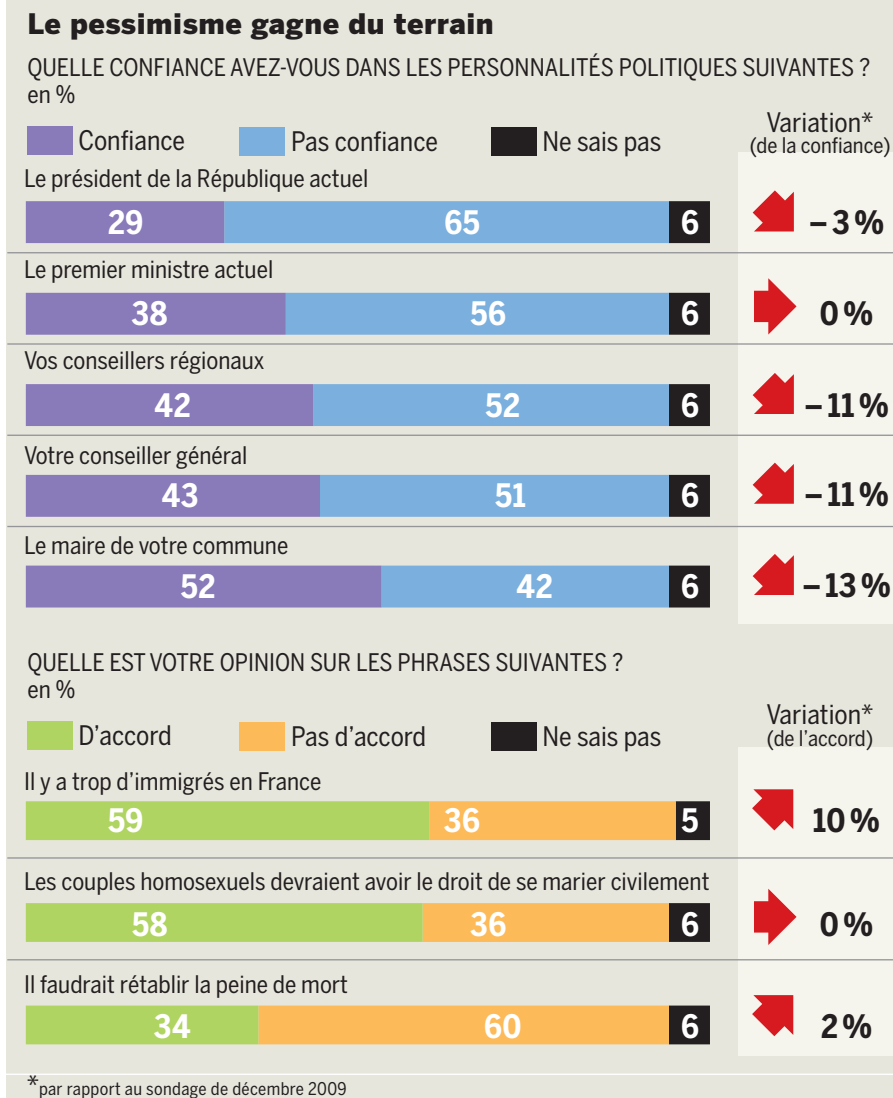
# Les Français se méfient de leurs élus

Le baromètre du Cevipof sur « la confiance en politique » met l'accent sur la lassitude et la morosité

Les Français sont moroses, et ne font pas confiance à leurs dirigeants pour résoudre leurs problèmes. Le phénomène n'est certes pas nouveau, mais il s'accroît dans des proportions inquiétantes. C'est ce que révèle le dernier baromètre sur la « confiance en politique », réalisé par OpinionWay pour le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et l'Institut Pierre-Mendès-France. Une étude conduite du 7 au 22 décembre 2010 auprès de 1501 personnes âgées de plus de 18 ans, et dont *Le Monde* publie les résultats en exclusivité.

**Un moral en berne** Quand on leur demande les qualificatifs qui caractérisent le mieux leur état d'esprit actuel, les Français sont très clairs. 34% répondent la « lassitude », 28% la « méfiance » et 28% la « morosité ». Comme le montre la comparaison avec les résultats du baromètre précédent, réalisé en décembre 2009, leur moral s'est nettement dégradé : en un an, la « lassitude » a gagné 8 points dans l'ensemble de la population, et même 12 points parmi les femmes, 11 points chez les moins de 35 ans et 13 points au sein des professions intermédiaires.

Parallèlement, le pessimisme a progressé. Fin 2009, 50% des Français estimaient qu'un événement récent leur avait fait perdre confiance en l'avenir. Ils sont aujourd'hui 57%. Sans surprise, l'événement majoritairement cité est la crise économique et financière. Une crise dont 65% des personnes interrogées estiment que la France ne sortira qu'après 2012. « Cela montre à quel point les Français sont désabusés », note Pascal Perrineau, directeur du Cevipof. Non seulement, ils se voient dans un tunnel, mais ils sont persuadés d'y être pour longtemps.



**Une défiance généralisée** Si l'optimisme décline, c'est que les Français font de moins en moins confiance à ceux qui sont censés leur préparer des jours meilleurs. Ce sentiment ne date pas d'hier. Comme le rappelle Pascal Perrineau, il s'est installé dans l'opinion au milieu des années 1980,

c'est-à-dire au moment où « l'alternance entre la droite et la gauche a cessé d'être considérée comme une véritable alternative ». Mais, là encore, la tendance s'accroît : alors que, fin 2009, 56% des Français n'avaient confiance ni en la droite ni en la gauche pour gouverner, ils sont aujourd'hui 60%.

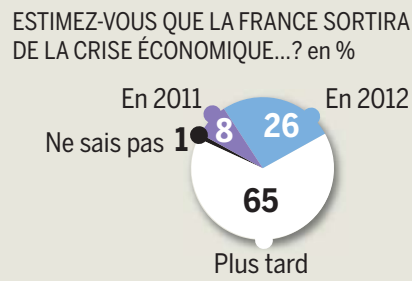
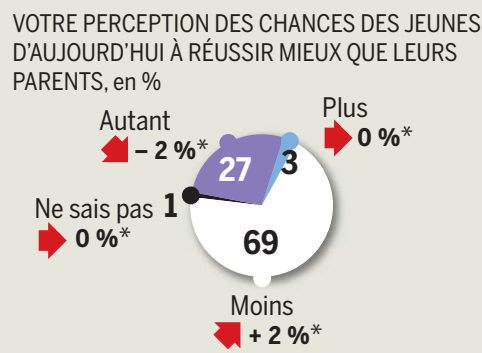
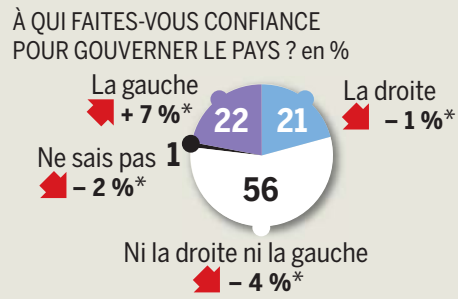
Certes, les responsables politiques ne sont pas seuls à voir leur crédibilité vaciller. Dans notre « société de défiance », pour reprendre le titre d'un essai des économistes Yann Algan et Pierre Cahuc (Ed. Rue d'Ulm, 2007), la suspicion touche la plupart des organisations. Crise oblige, la perte de confiance

affecte surtout les banques (20%, 9 points de moins qu'en 2009) et les entreprises privées (37%, 4 points de moins). Mais la méfiance vise des lieux traditionnellement peu exposés à ce sentiment. Si les hôpitaux restent en tête des organisations inspirant la confiance des Français, eux aussi voient celle-ci décliner de 83% à 78%.

Dans ce contexte général de « déclin de l'institution », selon l'expression du sociologue François Dubet, les dirigeants politiques sont très fragilisés. Avec un taux de confiance de 13%, en baisse d'un point par rapport à 2009, les partis sont de loin les organisations dont les Français se défient le plus.

Très frappant est le discrédit qui frappe les élus locaux. Si la « prime à la proximité » reste une réalité, elle l'est bien moins qu'auparavant. Mais, si la confiance dans le président de la République s'érode moins que celle des députés et des maires, c'est aussi parce que son étiage est très bas : 29%, soit 9 points de moins que le premier ministre, le seul dont le taux de confiance n'ait pas baissé en un an.

**La perspective de 2012** A quinze mois de l'élection présidentielle, reste à savoir comment ces chiffres



SOURCE : CEVIPOF

fres se traduiront dans les urnes. Citant l'économiste et sociologue américain Albert Hirschman, Pascal Perrineau rappelle que « le mécontentement nourrit généralement deux attitudes : le retrait ou la contestation ».

Or, aujourd'hui, les Français hésitent. D'un côté, l'influence prêtée à certains gestes décline : déjà faible, la croyance en l'efficacité des manifestations (8%) et des grèves (6%) a chuté après l'échec de la

**« Non seulement, ils se voient dans un tunnel, mais ils sont persuadés d'y être pour longtemps »**

**Pascal Perrineau**  
directeur du Cevipof

mobilisation contre la réforme des retraites (-3 et -5 points en un an). A l'inverse, le crédit des élections progresse de 8 points, 56% des Français estiment que voter est la meilleure façon d'influer sur les décisions prises dans le pays.

Pour le politologue, ce chiffre est à la fois rassurant et inquiétant. Rassurant car il signifie que, malgré leur colère, « les Français ne veulent pas brûler le navire et restent attachés aux outils de la démocratie représentative ». Inquietant parce que « la scène électorale, en redevenant centrale, risque de canaliser le sentiment de défiance ».

Pour éviter qu'un tel sentiment ne prévale en 2012, que ce soit sous la forme d'une abstention protestataire ou d'un repli vers des personnalités situées aux marges du système, les candidats n'ont guère le choix. Ils devront avant tout rassurer. Puisque nul ne croit plus en leur capacité de « changer la vie », comme le promettait François Mitterrand en 1981, les dirigeants politiques sont d'abord jugés à l'aune de leur aptitude à protéger.

Ce besoin de protection, lié à la peur du déclassement, se lit dans le fait que 40% des personnes interrogées pensent que « la France doit se protéger davantage du monde », soit 10% de plus qu'en 2009. Mais « cet appel au protectionnisme est aussi culturel », note Pascal Perrineau. 59% des Français pensent ainsi qu'il y a trop d'immigrés en France, soit 10% de plus qu'en 2009.

Le fait que ce sentiment soit devenu majoritaire chez les jeunes (56% des 18-24 ans), les diplômés (53% des bac +2) et les « sans religion » (51%), autrement dit au sein de l'électorat traditionnel de la gauche, est sans doute l'un des résultats les plus préoccupants de cette enquête, en particulier pour le Parti socialiste.

**Thomas Wieder**

## Le niveau de confiance dans les maires chute

PROCHES de la réalité et des préoccupations des habitants, les élus locaux étaient jusqu'à présent les responsables politiques les mieux considérés des Français. Las. En première ligne face la crise, ils subissent à leur tour la défiance qui, selon le baromètre Cevipof-Opinionway, affecte les institutions et la classe dirigeante.

Les maires continuent de bénéficier d'une image positive pour 52% des personnes interrogées. Mais le niveau de confiance à leur égard chute de 13 points, par rapport à la précédente étude de 2009. La cote du conseiller général baisse de 11% avec 43% de confiance, comme celle des conseillers régionaux (42%, soit -11%). Avec 38% (-9%), les députés subissent

une réelle dégradation de leur image, ce qui les place au même niveau que le premier ministre, François Fillon.

« Face aux difficultés, les élus locaux représentent un rempart de protection. Or, toute une partie de l'opinion a le sentiment que ce filet de sécurité est bel et bien troué », analyse Pascal Perrineau, directeur du Cevipof. Selon lui, la campagne des élections régionales a accentué le fossé grandissant entre les élus et les Français.

« La gauche et le PS sont allés très loin sur le thème du contre-pouvoir qui protège contre les effets de la crise et de la politique du gouvernement. » Or, constate-t-il, « force est de reconnaître que les résultats ne sont pas au ren-

dez-vous ». Ce décalage serait perceptible auprès des femmes dont le niveau de confiance chute de 15% et parmi les professions intermédiaires (-19%), les plus « taraudées », selon le chercheur, par la crainte du déclassement social.

### Discrédit

La réforme des collectivités territoriales pourrait bien participer de cette réaction de suspicion. Même si l'enquête du Cevipof ne permet pas d'en vérifier l'impact, les critiques récurrentes du président de la République et du gouvernement à l'égard de la « complexité et du coût de l'empilement des structures locales » contribuent à ajouter du discrédit à l'égard des pouvoirs locaux. « Pour

justifier cette réforme, l'un des principaux arguments portait sur la lutte contre la gabegie. A droite et au centre, ce discours a fini par prendre », relève M. Perrineau. Avec celle des institutions, la réforme des finances locales induite par la suppression de la taxe professionnelle a amplifié l'idée que les collectivités locales, exsangues, vont, à leur tour, devoir contribuer à la politique de rigueur.

L'enquête confirme que pour 64% des personnes sondées, l'exigence d'honnêteté (+5%) prévaut à l'égard des élus. Parmi les qualités requises, la bonne connaissance des dossiers (+6%) semble prédominer au détriment de la capacité à tenir ses promesses (-2%).

**Michel Delberghe**

## Le spectre du 21 avril 2002 plane sur l'élection présidentielle de 2012

### Analyse

Il faut prendre au sérieux François Hollande, Michel Rocard et tous ceux qui mettent en garde contre le risque d'un nouveau 21 avril 2002. A quinze mois de l'élection présidentielle de 2012, le baromètre sur la confiance en politique du centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) met en évidence un triple phénomène : la crise mondiale crée un réflexe de peur, de repli sur soi, de rejet de tout ce qui vient de l'extérieur.

La capacité des politiques à protéger et surtout à assurer un avenir meilleur est fortement mise en doute. La défiance est d'autant plus forte que des promesses de rupture avaient été faites en 2007 et qu'elles n'ont pas été tenues. Cette déception se lit notamment à travers les réponses de 21% des

Français qui déclarent avoir perdu confiance en Nicolas Sarkozy. S'ajoutant aux 47% qui disent n'avoir jamais eu confiance en lui, ils pointent « beaucoup de promesses non tenues, un discours parfois convaincant, mais qui ne semble jamais suivi d'effets ».

Ségolène Royal et François Bayrou, qui avaient voulu incarner une forme de rupture il y a quatre ans, subissent aussi ce contrecoup. Une partie des Français leur reproche un manque de crédibilité ou une insuffisance de propositions.

Le baromètre du Cevipof complète les tendances mises en évidence par un récent sondage BVA Gallup, réalisé du 11 octobre au 13 décembre 2010 dans 53 pays : les Français seraient « les champions du monde du pessimisme », notamment lorsqu'il s'agit d'envisager l'avenir économique. Le sentiment de déclassement social,

qui travaillait déjà les classes moyennes en 2007 et contre lequel tous les candidats avaient tenté d'apporter des réponses, continue de croître. Le terreau est propice aux accidents électoraux du type 21 avril 2002, soit par

**Marine Le Pen a beau être le phénomène médiatique de ce début d'année, le rejet reste fort**

poussée de l'abstention, soit par montée, dans les deux camps, de candidatures de contestation.

Un certain nombre d'éléments permettent cependant de nuancer ces évolutions : Marine Le Pen a beau être le phénomène médiati-

que de ce début d'année, avec des atouts du type « elle est moins agressive que son père, elle connaît les préoccupations des Français », le rejet reste fort. Et 68% des Français estiment n'avoir jamais eu confiance en elle.

Une petite prime se dessine en faveur de la gauche : la confiance en elle pour gouverner le pays augmente de 7 points par rapport à décembre 2009 pour s'établir à 22%, alors qu'elle diminue de 1 point à droite (à 21%).

Il est significatif aussi de constater que, dans les deux camps, la conscience du danger existe. A droite, Nicolas Sarkozy fait tout pour éviter la multiplication des candidatures de premier tour, au point même de vouloir tendre la main à Dominique de Villepin. A gauche, Martine Aubry multiplie les appels au rassemblement, espérant pouvoir canaliser

à l'intérieur du parti l'énergie de Ségolène Royal et à l'extérieur celle de Jean-Luc Mélenchon qui, tous les deux, incarnent une forme de radicalisation.

Parallèlement, les principaux prétendants cherchent à renforcer leur crédibilité. A la lecture de l'enquête du Cevipof, on comprend pourquoi Nicolas Sarkozy s'est lancé, depuis le remaniement ministériel du 14 novembre, dans son opération « présidentialisation ». Les 4% de Français dont il a gagné la confiance citent « sa carrure internationale, son efficacité dans les crises ».

Etre président est l'un des rares atouts qui lui reste pour tenter de regagner la confiance des Français. La carte mérite d'être jouée d'autant plus qu'en pleine crise économique la prime n'est plus à la rupture, mais au sérieux. A cet égard, le socle de Dominique

Strauss-Kahn paraît solide. 25% des Français disent avoir toujours eu confiance en lui et 25% reconnaissent qu'il a su gagner leur confiance. Parmi les raisons invoquées : « la façon dont il dirige le FMI, sa compétence d'économiste » ou encore « ses prises de conscience réalistes sur l'âge de la retraite ».

Moins bien placée, avec 17% de Français qui ont toujours eu confiance en elle et 15% qui disent qu'elle a su gagner leur confiance, Martine Aubry peut s'appuyer sur d'autres atouts : sa capacité à rassembler la gauche son travail de proximité à Lille ou « son comportement assez digne malgré les orages au PS ». Sur le fond, les prétendants socialistes auront toutefois une grosse difficulté à résoudre : concilier leur ouverture au monde avec le fort besoin de protection manifesté par les Français.

**Françoise Fressoz**